

Editorial

L'euro et au-delà

Il y a dix ans, l'euro voyait le jour. Pas encore dans nos poches mais sous forme de monnaie électronique. Jusqu'à leur disparition le 1^{er} janvier 2002, les monnaies des onze pays fondateurs allaient être liées par une parité fixée une fois pour toutes. Est-ce un non-événement ? L'absence de manifestation d'envergure pour célébrer cette décennie pourrait le laisser croire. A tort.

L'euro a été et reste une réussite technique, économique et politique. La nouvelle monnaie inspire au moins autant confiance aujourd'hui que le mark allemand, le florin néerlandais ou le franc français il y a onze ans. Les taux d'intérêt le prouvent. Surtout, adopté initialement par onze pays, l'euro ne cesse de gagner du terrain. Le 1^{er} janvier, la Slovaquie rejoindra à son tour la monnaie qui, dès lors, sera celle de 329 millions d'Européens. Si la politique de la Banque centrale européenne peut être critiquée, nul doute que l'euro nous a protégés ces derniers mois, évitant à de nombreux pays, dont la France, d'inquiétantes dévaluations.

Pourtant, en politique, les silences ont au moins autant de signification que les discours. Si les dirigeants ont décidé de ne pas célébrer cet anniversaire, c'est qu'ils sont convaincus qu'ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner. Faire la fête sans Gordon Brown, inspirateur des plans de sauvetage des banques occidentales, et sans les dirigeants tchèques, qui président l'Union à partir du 1^{er} janvier mais dont le pays n'est pas dans la zone euro, n'aurait pas été du meilleur effet. De plus, nombre de citoyens restent sceptiques. Si les nostalgiques du franc ou du mark sont très minoritaires, beaucoup d'Européens estiment encore que la monnaie unique a relancé l'inflation. Surtout, la relative faiblesse de la croissance européenne ces dernières années et, aujourd'hui, l'augmentation du chômage montrent que l'euro ne constitue pas une garantie tous risques. Loin de là.

C'est pourquoi on peut regretter que la monnaie unique ne se soit pas accompagnée d'une coordination accrue des politiques économiques. Malheureusement, le moins que l'on puisse dire est que l'on n'en prend pas le chemin, l'échec du traité de Lisbonne, qui devait faire de l'Europe la zone la plus compétitive au monde, le prouve. Nécessaire, l'euro n'est pas suffisant. ■